



# Agreste Martinique

Avril 2014

## BILAN DE CONJONCTURE AGRICOLE 2013

### Bilan climatique de l'année 2013

**Deux faits marquants : les pluies remarquables du mois d'avril et la précocité de la tempête Chantal**

Un carême court et un début de saison cyclonique précoce ont marqué l'année 2013. Cette précocité dans le calendrier du démarrage des pluies et du passage des tempêtes a perturbé le déroulement normal des travaux agricoles.

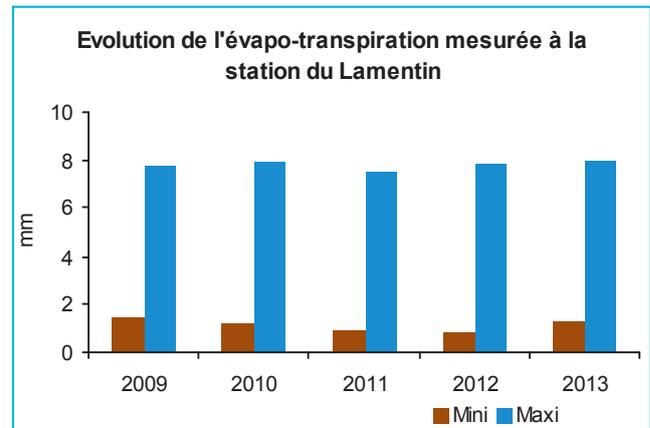
Le premier semestre de l'année est normalement la période la plus propice pour les productions de fruits, de légumes et des vivriers. Les productions de plein champ donnent leurs meilleurs rendements. Les producteurs favorisent les cultures à haute valeur ajoutée comme les tomates, les salades, les

pastèques ou encore les melons.

Cette année, les pluies qui ont débuté au mois d'avril ont limité les potentiels des cultures maraîchères et vivrières.

La précocité du retour des pluies et singulièrement leur intensité ont également détérioré les conditions de récolte de la canne à sucre. La qualité des cannes à sucre s'en est trouvée fortement dégradée. De surcroît, les travaux de reprise des plantations et les replantations n'ont pu être réalisés au bon stade des plantes. Les planteurs ont dû composer avec les pluies ou quelque fois se résigner à attendre le prochain cycle.

La tempête Chantal a impacté l'ensemble des productions végétales et



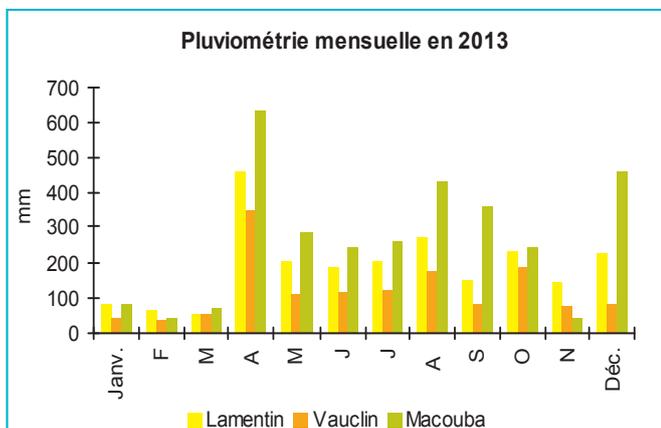
ETP : mesure le besoin des plantes en eau

Source : Météo-France

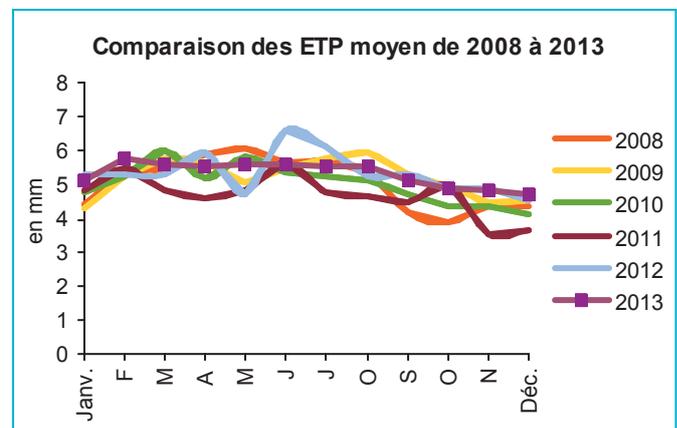
particulièrement celles en cours de récolte ou sur le point d'être récoltées en raison de ses pluies cinglantes qui ont plaqué la végétation au sol.

De manière globale, l'année 2013 reste une année chaude avec des niveaux de précipitations modérés et d'ensoleillement légère-

ment au dessus de la normale. En conséquence, elle se singularise par des besoins en eau des plantes dans la fourchette haute des moyennes quinquennales en début et en fin d'année. Particulièrement en fin d'année, des planteurs sans irrigation ont perdu de jeunes plantations.



Source : Météo-France



Source : Météo-France

## La production alimentaire : encore dynamique

L'agriculture et l'agro-alimentaire conservent mieux que d'autre leur niveau d'emploi. En 5 ans, ces secteurs augmentent même légèrement leurs effectifs salariés (près de 2%). Il convient donc de dire que la crise économique a finalement peu de conséquence directe sur ces deux secteurs.

Les raisons sont à rechercher dans la solidité des débouchés et la faible dépendance au secteur bancaire au quotidien. Ce secteur offre en fait des perspectives positives de développement et de résolution des conséquences du sous-emploi chronique des actifs. Les tendances sont une orientation des productions à destination du marché local et de produits de terroir à forte identité régionale.

**Les productions à destination du marché local constituent un véritable vivier de développement** au regard de l'attachement particulier des consommateurs à la production de proximité. En effet, l'analyse du fonctionnement des filières agricoles sur plusieurs années montre que l'organisation et la structuration sont les seules stratégies permettant de transformer les intentions des consommateurs en actes d'achat réguliers.

En outre, il est un leurre de croire que la production locale pourra seule subvenir aux besoins de la population. L'importation est indispensable. L'ensemble des acteurs, producteurs et distributeurs ont à établir des relations contractuelles pour que cela fonctionne

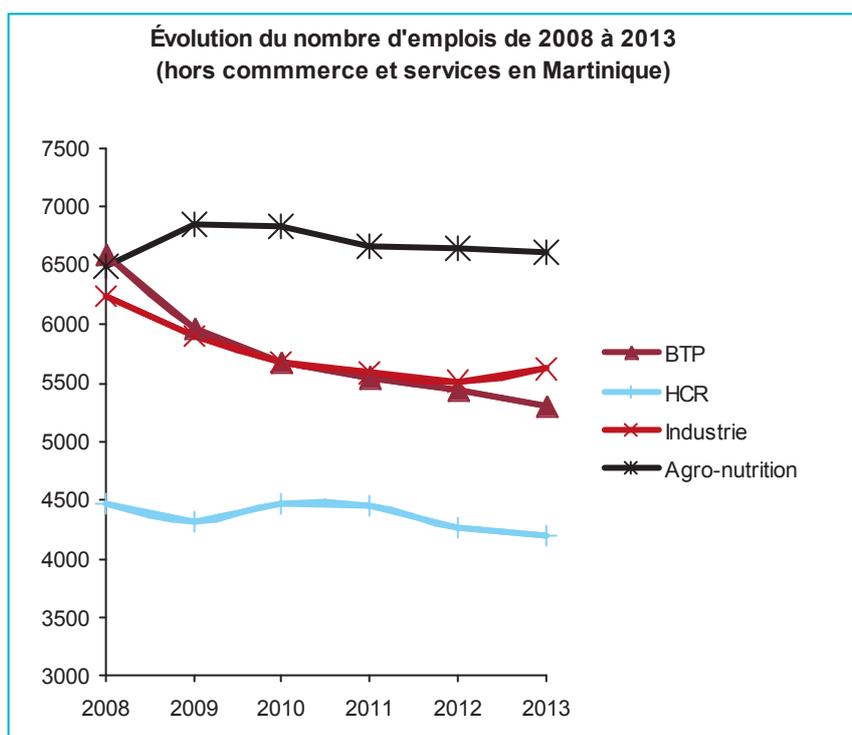
dans l'intérêt des filières et des consommateurs. Pour preuve, les filières d'élevage hors-sol réussissent à se développer dans un contexte de prix d'importation bien moindre que les viandes locales. La production de viande de lapin, dont la consommation n'est portant pas dans les habitudes culinaires, conforte ses positions. Ces succès prouvent que la mise en place de partenariats entre les acteurs est la condition de résilience des exploitations agricoles.

**Les produits de terroir constituent, bien au delà de l'agriculture, des perspectives de croissance** et de rayonnement international. La filière rhum illustre parfaitement la stratégie de développement d'un produit à forte identité régionale. La recherche permanente de l'excellence a permis de hisser le rhum martiniquais à la hauteur des grands spi-

ritueux mondiaux. D'autres produits pourraient être développés sur ce modèle de l'excellence tels que le cacao, les confitures, les plantes médicinales. Pour cela, l'action collective de toutes les parties prenantes sur le long terme constitue le principal moteur de la transformation des intentions en création d'entreprises pourvoyeuses de valeurs ajoutées et d'emplois.

Ainsi, les politiques actuelles relatives à « produire autrement » pourraient avoir comme enjeux de conforter la position de ces deux axes stratégiques de développement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

A l'instar des résultats de l'année 2013, l'organisation et la structuration des démarches au sein d'organisations collectives devraient constituer les leviers pour faire gagner la Martinique dans la compétition économique.



HCR = hôtel, café restaurant; agro-nutrition = agriculture + agro-alimentaire

Source : ACOSS

Nombre de salariés	
Secteurs	2013
BTP	5 310
Commerce	13 348
HCR	4 202
Industrie	5 619
Intérim	2 262
Agriculture	4 042
IAA	2 565
Agro-alimentaire	6 607
Autres services	35 057

Source : ACOSS

## Des emplois très stables dans l'agro-alimentaire

L'agro-alimentaire emploie près de 2500 salariés. Dans un contexte de crise économique, ce chiffre reste étonnement stable depuis 5 ans. L'automatisation de chaînes de production dans plusieurs entreprises a été compensée sans aucun doute par des créations d'entreprises et d'emplois. La modernisation permet ainsi de conforter des parts de marché et de maintenir, voire de développer, l'emploi industriel.

## LES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

### Plus de cannes manipulées, mais moins de rhum et de sucre

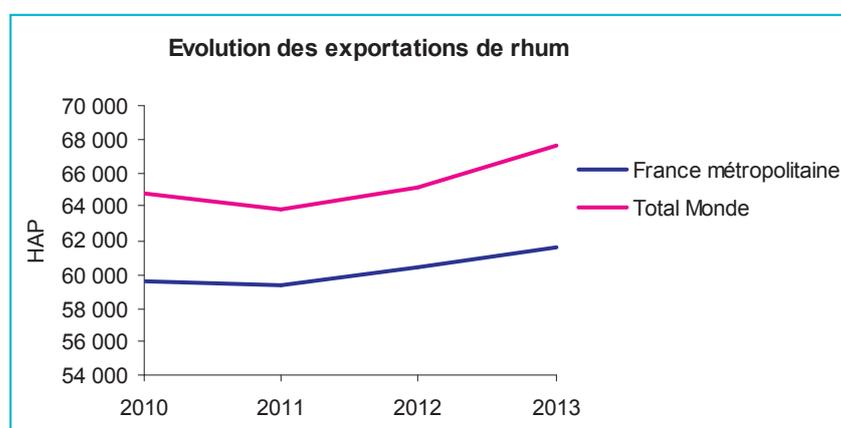
En 2013, malgré une progression des volumes de cannes broyées dans les distilleries, la production de rhum est en retrait de 5%. Ce constat est à mettre en relation avec une teneur en sucre moindre des cannes à sucre en 2013 par rapport à 2012. Les évolutions des volumes broyés au niveau des distilleries ne sont pas uniformes. Cependant, ces évolutions ne modifient pas la hiérarchie entre les unités industrielles. Trois unités broient toujours plus de 70% des quantités totales destinées aux distilleries.

En dépit de cette baisse de production, les exportations de rhum ont progressé de 4% entre 2012 et 2013, avec notamment des volumes exportés vers la France métropolitaine toujours en progression (+2% entre 2012 et 2013). De surcroît, les expéditions vers les pays de l'Union Européenne et les pays tiers progressent désormais plus vite et cela depuis trois années consécutives. Même si les besoins pour l'export sont actuellement satisfaits par la mobilisation des stocks, la baisse de la production de canne va sans nul doute occasionner, si elle se poursuit, des difficultés d'approvisionnement des débouchés.

La consommation locale, de son côté, se maintient. L'embellie de la fréquentation touristique en 2013 aurait dû se traduire par une hausse des volumes. Il faut avoir à l'esprit que les

Canne à sucre	Campagne		Variation 2013/2012
	2012	2013	
Cannes manipulées usine (tonne)	47 368	42 872	-9%
Cannes manipulées distilleries (tonne)	127 938	135 050	6%
Rhum (HAP)			
production	85 400	81 064	-5%
exportation	65 060	67 651	4%
commercialisation locale	18 781	18 900	1%
Sucre (tonne)	2 920	2 189	-25%
Prix moyen de la canne à sucre (€/T)	62	62	-1%

Sources : Douanes - CTCS - DAAF



Source : Douanes

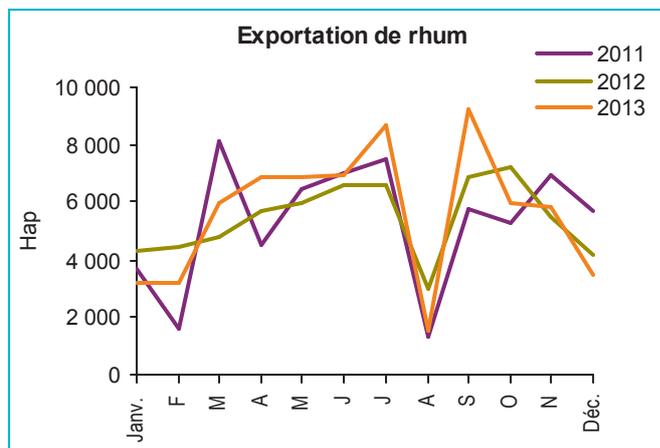
touristes sont des véhicules indispensables pour la conquête et la pérennisation de marché à l'exportation.

Le constat de l'effondrement de la production du sucre en 2012 se confirme en 2013. En un an, celle-ci a chuté de 25%. La légère progression de la production de canne n'a, de toute évidence, pas eu de retombée bénéfique sur la sucrerie.

Il est difficile d'évaluer l'impact de ces mauvais résultats sur les importations en sucre. En effet, la Martinique et la Guadeloupe partagent la même zone douanière. A ceci se rajoutent les reports de stocks qui font que les importations en sucre, pour la Martinique seule, sont difficiles à interpréter.

Évolution des exportations de rhum suivant les destinations (en HAP)		
	2010	2013
France métropolitaine	59 667	61 625
Pays UE	1 010	1 758
Europe hors UE	64	470
Autres DOM et TOM	3 594	3 209
Afrique sub saharienne	22	7
Amérique du Nord	158	222
Asie du Nord	76	196
Caraipe	17	140
Autres	135	25

Source : Douanes



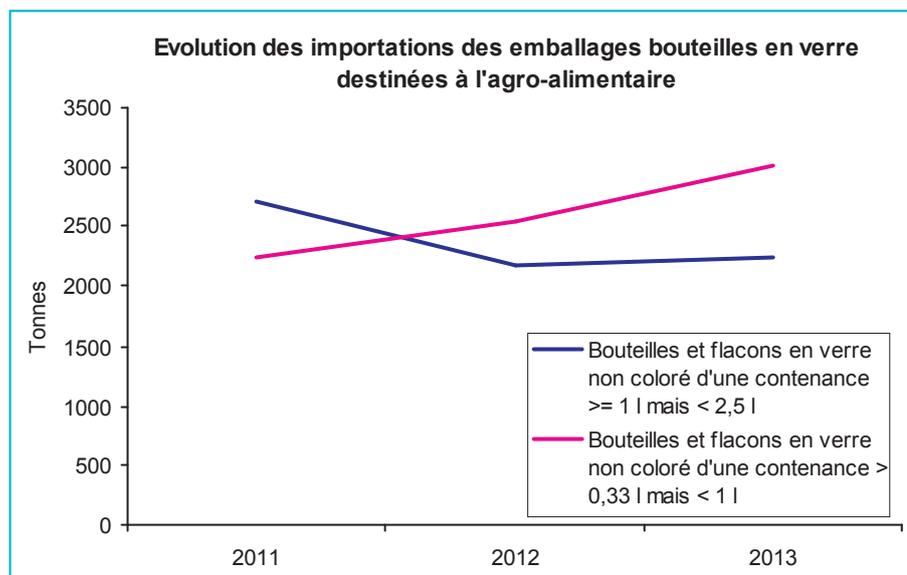
Source : Douanes

## La demande en emballages verre et plastique témoigne du dynamisme des IAA

L'analyse des chiffres des importations de bouteilles en verre destinées à l'agro-alimentaire révèle une contraction des approvisionnements en bouteille de contenance d'1L contre une reprise de celles de moindre contenance. Le prix à l'unité des bouteilles d'1L progressent de près de 7% en trois ans. Les bouteilles de ce type sont essentiellement utilisées pour le rhum blanc. Il convient alors d'y voir des évolutions dans les stratégies de packaging des distilleries. Elles semblent dorénavant diversifier leur offre en rhum blanc par des contenants type « cubi », et cela sans doute afin de compenser la hausse du prix à l'unité.

Les importations des autres contenants type pots de 0,33L et moins ont bondi de 98% en un an. De 2011 à 2013, le tonnage des contenants verres de moins d'un litre a progressé de 750 tonnes à 1500 tonnes. Ces chiffres sont révélateurs du dynamisme du secteur de la transformation des produits végétaux, notamment pour la fabrication de confitures. On note que très peu de ces produits sont réellement exportés. Il est possible que le tourisme contribue à cette embellie.

Les importations des granules plastiques à destination de production de bouteilles plastiques sont très stables depuis 4 ans, autour des 1500 T/an. Ce contenant est essentiellement utilisé pour les eaux, les sodas et autres jus.



Source : Douanes

	Prix au kilo CIF		
	2011	2012	2013
Bouteilles et flacons en verre non coloré d'une contenance nominale >= 1 l mais < 2,5 l	0,89	0,97	0,95
Bouteilles et flacons en verre non coloré d'une contenance nominale > 0,33 l mais < 1 l	1,13	1,13	1,12

Source : Douanes

Quantités importées de céréales (en tonnes)				
	2011	2012	2013	Variation 2012/2013
Froment	28 093	26 746	27 511	3%
Mais	19 508	15 709	18 865	20%
Riz	5 677	5 277	5 704	8%
Total	53 277	47 732	54 093	13%

Source : Douanes

Quantités importées de farine de boulangerie (en tonnes)					
	2010	2011	2012	2013	Variation 2012/2013
Farine de boulangerie	361	361	357	439	23%

Source : Douanes

## Reprise des importations de céréales

Après une baisse des importations de céréales de 36% entre 2010 et 2012, la tendance est à la reprise en 2013 (+9%). L'activité de la provenderie progressant faiblement depuis 3 ans, cette

reprise est donc à mettre principalement au profit de l'activité de meunerie. Cependant, les évolutions erratiques des cours de céréales fragiliseraient la compétitivité de ces entreprises face aux importations de produits finis. Ces der-

niers, fabriqués par des unités industrielles beaucoup plus importantes, profiteraient de toutes les opportunités d'approvisionnement à moindre coût des marchés mondiaux. Ce secteur d'activité semble menacé.

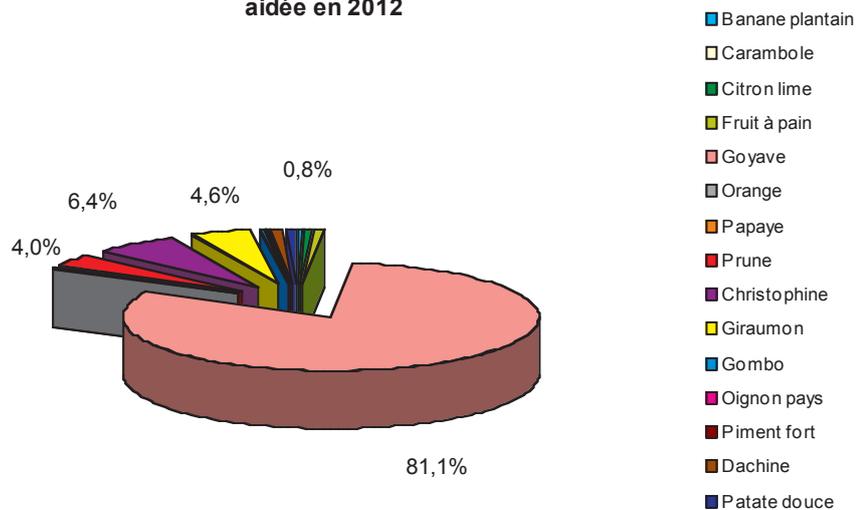
Panel des produits transformés					
Produits transformés (en tonnes)	2008	2009	2010	2011	2012
Ananas	-	55,7	-	-	0,0
Banane plantain	90,1	55,2	57,3	64,6	2,3
Carambole	2,0	0,7	1,5	0,5	0,4
Citron lime	2,4	5,1	6,1	15,7	6,0
Fruit à pain	12,1	13,7	17,9	7,6	8,4
Goyave	911,1	761,4	1 020,6	1 028,6	894,6
Orange	-	-	-	-	0,9
Papaye	17,5	23,8	50,0	23,3	0,7
Prune	-	-	28,8	49,0	44,6
Christophine	127,2	119,7	55,2	96,7	70,1
Giraumon	53,2	14,4	48,8	20,8	50,7
Gombo	1,0	1,4	1,5	1,0	2,0
Oignon pays	0,8	0,9	1,5	1,3	1,5
Piment fort	-	-	1,1	0,3	1,4
Dachine	18,7	40,7	39,1	70,0	11,0
Patate douce	58,6	25,5	14,5	25,4	8,9
Total	1 294,7	1 118,3	1 343,9	1 404,6	1 103,5

Source : DAAF

### La goyave tient le haut du panier des produits transformés aidés

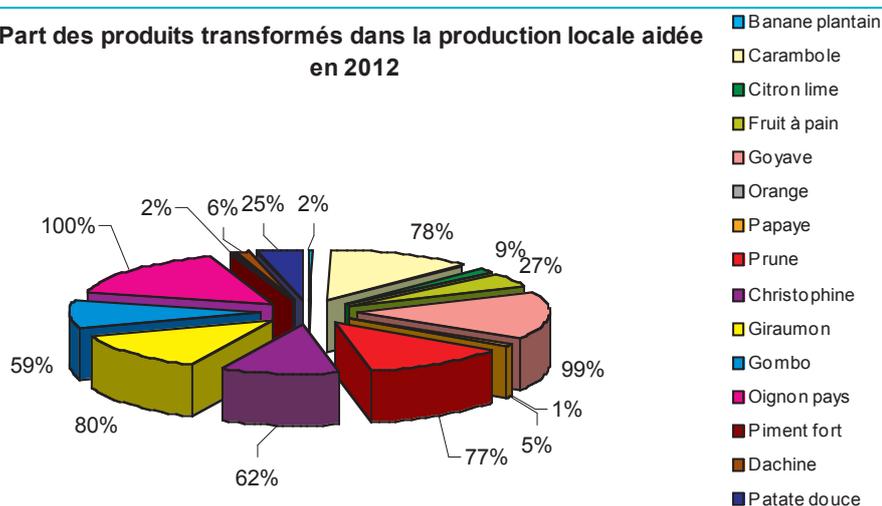
La goyave représente plus de 80% des volumes de fruits et légumes transformés aidés. Celle-ci bénéficie d'une structuration efficace depuis sa production jusqu'à sa transformation industrielle. Cette production a réussi à s'imposer face à l'importation de purée. L'innovation technique devra se poursuivre pour garantir sa pérennisation. Ce n'est malheureusement pas le cas des autres produits de la filière fruits et légumes qui peinent à trouver des débouchés industriels, notamment les produits vivriers. Au total, en 2012, 1100 T de fruits et légumes ont bénéficié d'une aide à la transformation pour l'agro-alimentaire. Depuis 5 ans, ce chiffre global fluctue sans montrer de signe réel de progression. En 2012, trois entreprises concentrent les activités de transformation soutenues par les aides POSEI. En 2013, cette tendance se confirme encore.

Part des produits dans la transformation de fruits et légumes aidée en 2012



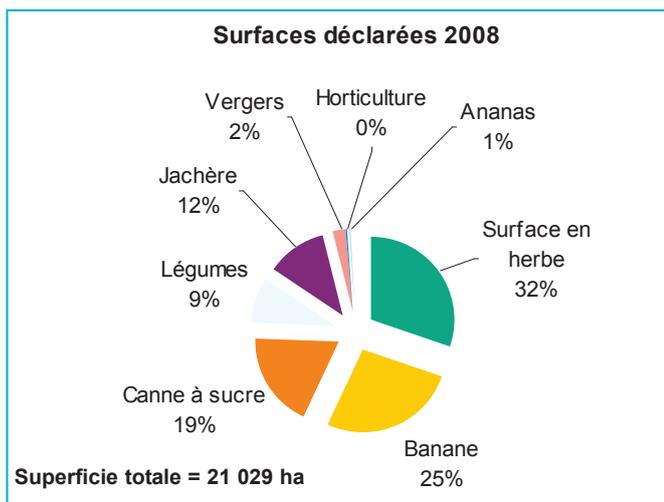
Source : DAAF

Part des produits transformés dans la production locale aidée en 2012

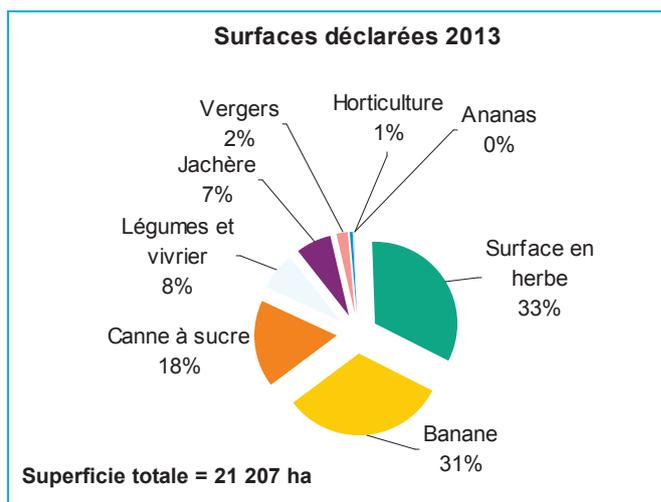


Source : DAAF

## LE FONCIER AGRICOLE - déclaration de surfaces



Source : DAAF



Source : DAAF

### Moins de surfaces agricoles déclarées

Pour la deuxième année consécutive, les surfaces déclarées sont en retrait. En revanche, le nombre de déclarants se maintient. Cependant, la prudence dans les conclusions doit être de mise. En effet, seuls 12 000 ha sont déclarés régulièrement. Les autres surfaces ont des rythmes de déclaration extrêmement variables. Chaque année, plusieurs parcelles quittent ainsi le périmètre des surfaces agricoles sans pour cela être certain de leur devenir. De surcroît, de

nombreuses parcelles connaissent des changements d'exploitant à des fréquences bien inférieures aux durées légales relatives aux baux à ferme. Il y a tout lieu de penser que le colonage reste encore une pratique usuelle, bien qu'il-légale.

En fait, la déclaration de surface est seulement indispensable pour l'éligibilité aux aides liées à la canne à sucre, à la banane export, à l'indemnité compensatoire du handicap naturel (ICHN) et à l'indemnisation des calamités agricoles. Pour les autres aides, l'ab-

sence de déclaration n'exclut pas l'agriculteur du dispositif d'aide. En conséquence, seules peuvent s'interpréter les variations inter-annuelles des surfaces relatives à la canne à sucre et à la banane export. Pour les autres cultures, les données sur plusieurs années ne permettent que de donner une tendance.

### Sur le moyen terme, la position de la banane dans la sole agricole se renforce

Globalement, l'équilibre entre les utilisations varie

peu selon les années. En revanche, sur le moyen terme, la position de la banane export se renforce au sein de la surface agricole utilisée. La culture de la banane constitue une spéculation qui préserverait près de 30% de la SAU totale. Les autres productions subissent une lente érosion de leurs surfaces. La réduction des surfaces en herbe est bien cohérente par rapport aux évolutions des abattages contrôlés des ruminants. En conséquence, les évolutions à la baisse du cheptel et du marché de la viande rouge indiquent que cette érosion devrait perdurer.

Surfaces déclarées	2010	2011	2012	2013	Evolution 2010/2012	Evolution 2012/2013
Banane	6 576	6 521	6 593	6 537	0,3%	0,2%
<i>dont banane export</i>	6 265	6 179	6 283	6 252	0,3%	1,2%
<i>dont banane créole</i>	311	342	310	285	-0,3%	-16,6%
Canne à sucre	3 891	3 907	3 873	3 824	-0,5%	-2,1%
Horticulture	122	139	251	115	105,7%	-17,4%
Jachère	1 503	1 497	1 503	1 396	0,0%	-6,8%
Légumes et vivrier	1 950	1 927	1 790	1 722	-8,2%	-10,6%
Surface en herbe	6 924	7 234	6 844	7 012	-1,2%	-3,1%
Vergers	418	421	460	522	10,1%	24,0%
Ananas	99	84	81	80	-18,3%	-5,0%
Autres utilisations	1 616	1 421	1 507	1 489	-6,8%	4,7%
Surface totale déclarée	23 099	23 151	22 903	22 696	-0,8%	-2,0%

Source : DAAF

## FILIERE VEGETALE - Banane - Canne à sucre

Banane d'exportation	Année		Variation 2013/2012
	2012	2013	
Exportations (tonne)	187 029	159 015	-15%
Marché local	1 850	2 051	11%
Production commercialisée	188 879	161 066	-15%
Prix moyen quai départ (€/Kg)	0,70	0,71	1%
Prix moyen local (€/Kg)	0,38	0,42	11%
Surface en banane déclarée (ha)	6 271	6 226	-1%
Nombre de planteurs	422	399	-5%
Surface moyenne par planteur (ha)	15	16	5%
Moyenne des rendements des planteurs T/ha	18,1	18,9	4%
Rendement (T/ha)	29,8	25,5	-14%
Importations de vitro-plants (millier)	1 089	1 215	12%

Sources : CIRAD - DAAF

### La banane victime de la tempête Chantal

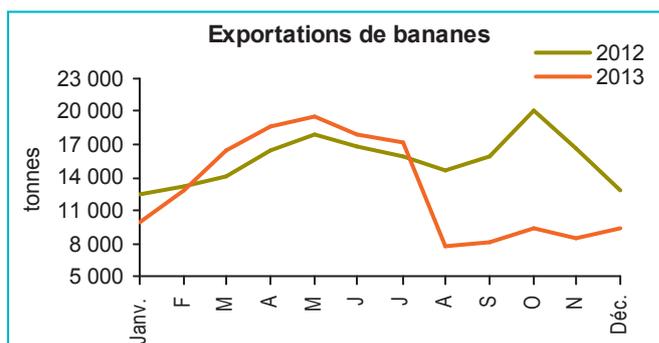
L'année 2013 avait pourtant bien commencé pour les planteurs de banane. Les livraisons avaient progressé de 4% au 1er semestre 2013 par rapport à 2012. La barre des 200 000 tonnes était enfin en vue. A la mi juillet, la tempête Chantal est venue anéantir tous les espoirs. Les quantités produites reculent de 15% par rapport à 2012. De surcroît, les baisses des prix en fin d'année sont venues accroître le désarroi de la filière. Néanmoins, les prix plus élevés qu'à l'accoutumée des 9 premiers mois de l'année limitent la baisse du chiffre d'affaires

de la filière à 3% par rapport au chiffre d'affaire médian des 5 dernières campagnes.

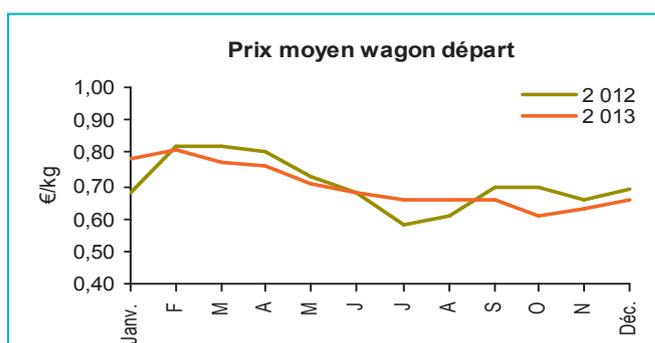
Les perspectives de prix pour 2014 sont médiocres en raison de la concurrence des bananes africaines et de la présence de volumes importants de pommes et d'oranges.

### Toujours moins de planteurs

Le nombre de planteurs continue de diminuer. Eu égard au quasi maintien de la sole bananière, la surface moyenne des plantations s'accroît. En outre, le rendement des exploitations progresse du fait sans doute de l'arrêt de celles ayant le



Source : CIRAD



Source : CIRAD

plus de difficultés. Les achats de vitro-plants sont restés très actifs en 2013. Ils ont permis de replanter près de 600 ha.

### Une quasi-stagnation de la production de canne à sucre

La production de canne a connu une très légère progression tout en restant à des niveaux historiquement bas.

Fin 2012, les cultures de canne ont été confrontées durant quatre mois à une hausse importante de l'évapo-transpiration. Puis dès la mi-avril 2013, les conditions de récolte et les taux de sucre se sont dégradés eu égard aux pluies intenses qui se sont abattues sur la région. Dans de telles conditions d'humidité, il s'est avéré également difficile de réaliser dans de bonnes conditions l'ensemble des travaux d'après récolte.

Le fait marquant est la confirmation de l'accélération de la disparition du nombre des planteurs. Un quart des planteurs ont disparu en deux campagnes. En dépit de livraisons plus importantes en rhumerie, le prix moyen est en léger retrait en raison d'une qualité moindre par rapport à celle de 2012. Le chiffre d'affaires des planteurs connaît tout de même une évolution positive.

Canne à sucre	Campagne		Variation 2013/2012
	2012	2013	
Cannes manipulées usine (tonne)	47 368	42 872	-9%
Cannes manipulées distilleries (tonne)	127 938	135 050	6%
Total cannes manipulées (tonne)	175 306	177 922	1%
Surface totale déclarée en canne à sucre (ha)	3 870	3 824	-1%
Nombre de planteurs	229	185	-19%
Surface moyenne/planteur (ha)	17	20	17%
Prix de la canne à sucre (€/T)	62,1	61,5	-1%
Chiffre d'affaires des planteurs hors aide (K€)	10 883	11 252	3%
Rendement de la sole cannière (T/ha)	45,3	46,5	3%
Moyenne des rendements des exploitations (T/ha)	39,5	41,7	6%
Production de rhum (HAP)	85 400	81 064	-5%
Production de sucre (tonne)	2 920	2 189	-25%

Sources : CTCS - Douanes - DAAF

## FILIERE VEGETALE - Fruits - Légumes - Fleurs

Produits	Production de fruits et légumes en diversification de 2012 à 2013							
	2012			2013			Variation des quantités	
	Quantités (tonne)	Prix (€/kg)	Chiffre d'affaires (€)	Quantités (tonne)	Prix €/kg	Chiffre d'affaires (€)	inter-annuelle	par rapport à la médiane
Ananas	575	1,18	692 870	548	1,21	661 386	-5%	-34%
Bananes créoles	923	1,03	1 733 744	1 114	1,41	1 566 675	21%	-32%
Légumes	8 511	1,30	11 087 436	10 957	1,24	13 263 032	29%	-8%
Tubercules et racines	2 306	1,17	2 392 827	2 031	1,23	2 487 768	-12%	1%
Autres fruits	1 872	0,91	3 450 981	2 449	1,15	2 821 157	31%	-5%
Total	14 187	1,36	19 357 858	17 099	1,22	20 800 017	21%	-14%
Variation inter-annuelle	-35%	7%	-31%	21%	-11%	7%	-	-

Source : DAAF - enquête

Répartition de la production entre les producteurs en Organisations de Producteurs (OP) et les non OP														
Produits	Organisation de producteurs (OP)				Production hors OP				Ensemble filière				% OP	
	Quantités (T)		Prix (€/kg)		Quantités (T)		Prix (€/kg)		Quantités (T)		Prix (€/kg)		Quantités	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Ananas	563	536	1,18	1,21	12	12	2,51	1,51	575	548	1,18	1,22	98%	98%
Banane créole	251	239	0,88	1,13	672	875	1,22	1,52	923	1 114	1,03	1,44	21%	21%
Légumes	3 747	4 563	1,48	1,71	4 787	6 394	1,10	0,94	8 534	10 957	1,37	1,26	42%	42%
Tubercules et racines	297	383	1,07	1,17	1 985	1 647	1,34	1,42	2 282	2 031	1,17	1,37	19%	19%
Autres fruits	1 423	1 552	0,84	0,93	449	898	1,49	1,76	1 872	2 449	0,91	1,23	63%	63%
Total	6 281	7 274	1,27	1,46	7 906	9 826	1,19	1,14	14 187	17 099	1,25	1,28	43%	43%

Source : DAAF - enquête Prix production

### Rebond de la production

Les productions végétales de diversification progressent de 21% en quantité en 2013 par rapport à 2012. Néanmoins, deux familles de produits, ananas et tubercules, continuent de régresser. Globalement, l'ensemble des quantités produites persiste à se maintenir au dessous des valeurs médianes de 2008 à 2013. De surcroît, la diversité de l'offre a une forte tendance à se limiter à moins d'une dizaine de produits par catégorie. En effet, près de 90% de l'offre de fruits, de légumes et de tubercules est constituée respectivement de 7, 6 et 2 produits en 2013. Cette réduction engendrerait des surplus préjudiciables au maintien des prix. En 2013, le recul des prix est essen-

tiellement le fait d'abondantes livraisons de concombre. Aussi, le retour à une plus grande diversité permettrait d'assurer de meilleures recettes pour le producteur. Encore faut-il que les distributeurs acceptent de la proposer aux consommateurs ?

### Part de marché inchangée entre secteur organisé et non organisé

En dépit de la progression des quantités produites, la part des OP reste stable. Cette tendance montre néanmoins que les OP sont capables d'absorber une progression de production à l'égard de quelques produits tels que le melon, la tomate et le concombre. La présence prépondérante des OP se confirme encore en

2013 au niveau des productions fruitières à l'exception des bananes créoles.

Concernant les prix, de manière globale, l'avantage semble s'accroître entre 2012 et 2013 en faveur de l'organisation. A y regarder de plus près, seul est concerné le prix moyen des légumes, et ceci en raison d'une plus grande proportion de tomate et de melon dans le panel des légumes des OP. En fait, la vente par d'autres canaux procure aux producteurs des recettes rapides. En revanche, ces débouchés ont des capacités d'écoulement réduites et génèrent pour la vente directe des efforts supplémentaires de la part du producteur.

### Détail des produits constituant 90% de la production locale en 2013 (en tonnes)

Concombre	2 319
Christophine	2 034
Tomate	1 584
Melon	1 468
Salade	1 142
Goyave	1 057
Dachine	1 005
Banane plantain	964
Patate douce	953
Pastèque	771
Giraumon	611
Ananas	548
Citron lime	346
Citron autres	286
Chou pommé	283

Source : DAAF

## Le circuit court : toujours minoritaire

Le circuit court de distribution (vente à la ferme ou sur les marchés et aux restaurants) ne représente en fait qu'un peu plus de 1/10 de la production totale soit 1 700 tonnes. Les ventes directes et sur les marchés ambulants (en comptabilisant les revendeurs) peuvent être estimées à près de 5 000 tonnes en 2013, soit seulement une progression de 8% par rapport à 2012. En conséquence, ces modes de distribution n'auraient pas assez de flexibilité pour absorber les soubresauts de la production.

## Un niveau de consommation en lien avec la production

Naturellement, la reprise de production se traduit par une reprise de la consommation. Comme nous avons pu l'écrire dans le bilan 2012, les importations sont un pis aller à l'absence de production locale. En d'autres termes, le premier concurrent de la production locale est la désaffection du consommateur ou des distributeurs au regard de productions trop incertaines. Néanmoins, les importations continuent leur lente pénétration du marché. Elles finissent par occuper des pans entiers de la consommation comme les oranges ou les ignames.

Profil des circuits de distribution hors OP en 2012 et 2013				
Produits	Circuit court		Circuit long	
	2012	2013	2012	2013
Bananes créoles	8%	7%	93%	93%
Autres fruits	31%	21%	69%	79%
Légumes	21%	19%	79%	81%
Tubercules et racines	37%	32%	63%	68%
Ensemble	22%	20%	78%	80%

Source : DAAF - enquête Prix production

Évolution de l'approvisionnement des fruits légumes et tubercules frais de 2010 à 2013 (en tonnes)				
	2010	2011	2012	2013
Production locale	20 271	22 955	15 110	18 093
Importations	24 417	22 421	24 392	25 345
Exportations	942	651	572	688
Total des produits frais	43 745	44 725	38 930	42 750
Taux approvisionnement	46%	51%	39%	42%
Évolution du marché	-	2%	-13%	10%

Source : DAAF - enquête Prix production

Évolution du marché des fleurs (en tiges ou nombre de pots)			
	2011	2012	2013
Production de fleurs marché local	591 710	815 520	719 062
Production locale autres produits horticoles	nd	448 361	73 241
Importations	989 166	827 683	760 956
Exportations	48 620	22 520	30 540
Total production	640 330	838 040	749 602
Total marché	1 580 876	1 643 203	1 480 018
Taux approvisionnement	37%	50%	49%
Évolution du marché	-	4%	-10%

Source : DAAF - enquête Prix production

## La production de fleurs toujours en berne

La production de fleurs se limite à quelques producteurs qui commercialisent eux-mêmes. Cette production n'arrive pas à se structurer. Elle consiste à approvisionner des marchés de niche (chiffre d'affaires d'un peu moins de 2,5 millions d'euros). En fait, la production n'est pas suffisante pour générer d'elle-même des innovations techniques, prometteuses d'avenir plus radieux. Tout semble indiquer que le déclin n'est pas bien loin.

Évolution des principaux fruits et légumes importés				
Produits	unité	2008	2010	2013*
Choux caraïbe	tonne	32	16	19
Dachine	tonne	68	11	13
Igname	tonne	2 022	2 073	2 243
Patate douce	tonne	67	27	13
Tomates	tonne	427	1 333	1 458
Lime de tahiti	tonne	543	695	425
Orange	tonne	1 868	2 116	1 901
Ananas	tonne	25	415	855
Pomme	tonne	2 716	2 505	3 960
Chrysanthème	millier	446	635	541
Œillet	millier	537	351	137
Rose	millier	711	669	573

\* données provisoires

Source : DAAF

## FILIERE ANIMALE

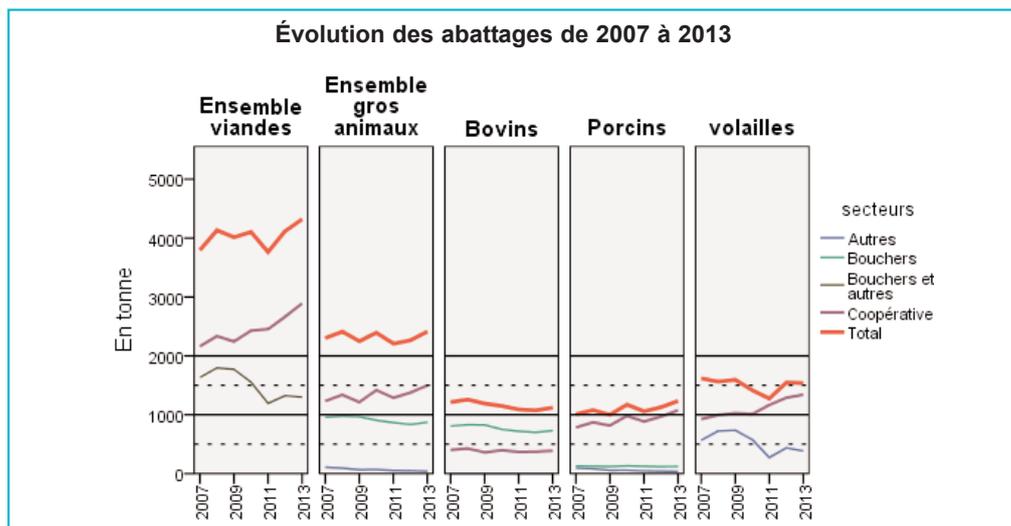
### La production locale de viande : toujours plus de viande blanche

Le taux de croissance de +6% observé pour la production totale en 2012 par rapport à 2011 se confirme en 2013 par rapport à 2012. Cette performance est à mettre au compte des coopératives des élevages hors sol. La part de la production des viandes blanches passe ainsi respectivement de 2008 à 2013 de 60% à 72% du total des abattages contrôlés.

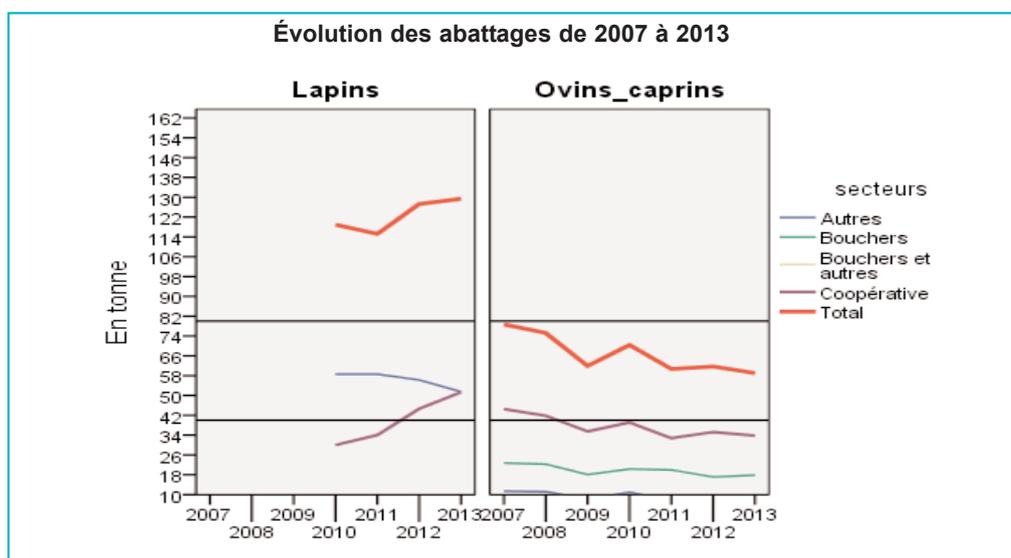
La progression des abattages de porcins compense le repli cumulé des abattages de ruminants. En effet, la production de viande bovine a toujours autant de mal à maintenir son niveau de production. Les importations de porcelets destinés à l'engraissement ont repris au deuxième semestre pour atteindre près de 2 000 têtes, soit l'équivalent de 13% du nombre annuel de porcs abattus. Il semble que plusieurs élevages rencontrent des difficultés pour s'approvisionner localement. Les éleveurs en coopératives réalisent 87% de la production porcine, 1,6 point de plus par rapport à 2012.

Au niveau des volailles de chair, le secteur coopératif enregistre encore une croissance de près de 4% après deux années consécutives avec des taux à deux chiffres. Ce secteur réalise désormais 80% de production de viande de volaille martiniquaise. Le secteur non organisé est en repli de 3 points.

Il convient de noter la belle performance de la production de lapins de la coopérative qui dépasse celle des ovins et des caprins.



Source : SEMAM



Source : SEMAM

Ces constats interrogent les performances confirmées des coopératives des élevages hors sol. En effet, eu égard aux contraintes des budgets des familles martiniquaises, les professionnels mieux organisés en coopérative ont réussi à développer, avec le concours des distributeurs, des stratégies de commercialisation permettant d'accroître les débouchés face à des produits importés nettement moins onéreux. Cependant, le ralentissement des abattages de volaille observé en 2013 par rapport à 2012 semble indiquer la nécessité d'atteindre d'autres gisements

de consommation. La recherche de la réduction des coûts de revient des produits permettrait de donner de nouvelles perspectives.

La production d'œufs maintient tout juste une croissance positive (+1%). Le prix de l'œuf connaît une légère progression sans pour cela compenser l'ensemble de l'évolution des coûts de production. Cette filière doit faire face à une concurrence importante des œufs d'importation, pourtant de moindre qualité. Cette concurrence pourrait à terme remettre en question des emplois

dans ces entreprises, les économies d'échelle réalisées au niveau de l'usine d'aliment et la régularité d'approvisionnement en œufs frais.

La production laitière a chuté de 710.000 litres en 2009 à 310.000 litres en 2012. En 2013, la production progresse pour atteindre 365.000 litres. Cette performance serait à mettre au crédit d'une augmentation de la rémunération des éleveurs. Néanmoins, cette embellie ne peut pas faire perdre de vue les difficultés à produire du lait en Martinique.

## FILIERE ANIMALE

### La consommation de viande : encore une progression des viandes de volaille

Après une baisse de la consommation de viande de 2009 à 2011, on constate une reprise lente (+2%) sans pour autant égaler le niveau de 2008 à 24 000 tonnes. La valeur moyenne par unité de poids déclarée en douanes connaît également une progression par rapport à 2012 (+3%).

Néanmoins, cette progression globale de l'approvisionnement en viande cache des tendances différentes suivant les types de viande.

A l'instar de ce qui est observé au niveau de l'hexagone, la viande bovine voit toujours une réduction de son niveau de consommation. Cette désaffection s'accélère : -2% en 2013 par rapport à 2012.

La viande porcine a vu une légère contraction de ses approvisionnements en 2013. Globalement, compte tenu du possible report de stocks d'une année sur l'autre, le niveau des approvisionnements progresserait à un rythme de +1%/an de 2011 à 2013.

En fait, la tendance positive est essentiellement la résultante de la progression de l'approvisionnement du marché (importation + production locale) en viande de volaille et en particulier de poulet. Cette progression s'établit à 4%/an. Aussi, la part de la volaille dans l'approvisionnement du marché passe de 46% en 2009 à 52% en 2013. Le prix CIF (valeur déclarée en douanes) par unité de masse varie de +3% de 2009 à 2013.

Bovins	2ème semestre		Année		Variation 2013/2012
	2012	2013	2012	2013	
Abattages contrôlés (tonne)	527	525	1 052	1 097	4%
Importations viandes fraîches					
poids (tonne)	640	680	1 223	1 279	5%
valeur (K€)	4 956	5 757	9 374	10 889	16%
Importations totales <sup>1</sup>					
poids (tonne)	2 164	2 018	4 227	4 073	-4%
valeur (K€)	11 667	11 284	22 175	22 936	3%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	20%	21%	20%	21%	6%

Sources : SEMAM - Douanes

Porcins	2ème semestre		Année		Variation 2013/2012
	2012	2013	2012	2013	
Abattages contrôlés (tonne)	431	499	1 103	1 207	9%
Importations viandes fraîches					
poids (tonne)	49	83	139	264	90%
valeur (K€)	283	335	610	950	56%
Importations totales <sup>1</sup>					
poids (tonne)	1 926	1 907	3 799	3 559	-6%
valeur (K€)	5 224	5 476	10 175	10 080	-1%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	18%	21%	23%	25%	-

Sources : SEMAM - Douanes

Ovins-Caprins	2ème semestre		Année		Variation 2013/2012
	2012	2013	2012	2013	
Abattages contrôlés (tonne)	33	32	60	58	-4%
Importations viandes fraîches					
poids (tonne)	37	59	70	127	80%
valeur (K€)	266	441	525	923	76%
Importations totales <sup>1</sup>					
poids (tonne)	456	549	952	1 163	22%
valeur (K€)	2 175	2 577	4 494	5 363	19%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	7%	5%	6%	5%	-

Sources : SEMAM - Douanes

Poulets-coqs	2ème semestre		Année		Variation 2013/2012
	2012	2013	2012	2013	
Abattages contrôlés (tonne)	635	650	1 206	1 251	4%
Importations viandes fraîches					
poids (tonne)	76	183	87	401	359%
valeur (K€)	328	403	440	852	94%
Importations totales <sup>1</sup>					
poids (tonne)	4 837	4 900	9 930	10 319	4%
valeur (K€)	9 053	8 631	17 565	18 337	4%
Taux d'approvisionnement <sup>2</sup>	12%	12%	11%	11%	-

Sources : Abattoir - Douanes

## FILIERE ANIMALE

### Des prix d'approvisionnement en graine en repli au dernier trimestre

Des hausses importantes de prix allant de la fin 2010 à la fin 2012 sont à signaler dans l'approvisionnement des graines. A partir du début de 2013, les cours des céréales sur les marchés mondiaux décroissent régulièrement. Le tourteau de soja connaît dans une moindre mesure la même tendance.

Les prises de positions sur les marchés à terme des opérateurs locaux conduiraient à un amortissement des variations des prix des approvisionnements tant à la hausse qu'à la baisse.

De manière globale, il ne faut pas s'attendre à de fortes décroissances des prix au regard des niveaux de consommation mondiale et des reports de stocks.

### Des importations d'aliment fini toujours plus importantes

En 5 ans, les quantités importées d'aliment fini ont progressé de 82%. En 2013, la Martinique en a importé près de 4 400 t. La motivation des éleveurs est essentiellement basée sur la perception de meilleurs résultats zootechniques. Globalement, l'aliment importé est nettement plus onéreux que celui produit localement. De surcroît, l'importation se fait en sac ce qui nécessite une manutention plus importante.

Cette situation est difficilement compréhensible au vu des résultats des travaux d'expérimentation de l'INRA Guadeloupe relative à la comparaison des performances des animaux nourris avec des aliments produits localement et importés. La conclusion

est qu'il n'y a pas de différences significatives. La question demeure pour comprendre un engouement de la sorte pour l'importation.

### Des achats limités d'aliments concentrés

La consommation d'aliment pour les animaux de ferme est de 35 200 tonnes en 2013, soit une progression de 3,6% par rapport à 2012. La production de viande croît en conséquence plus vite. Ce phénomène s'explique d'une part par le développement d'élevages hors sol spécialisés et d'autre part la contraction des productions de ruminants, consommateurs eux-aussi d'aliments concentrés, mais ayant des performances d'efficacité alimentaire bien moindre par rapport aux mono-gastriques.

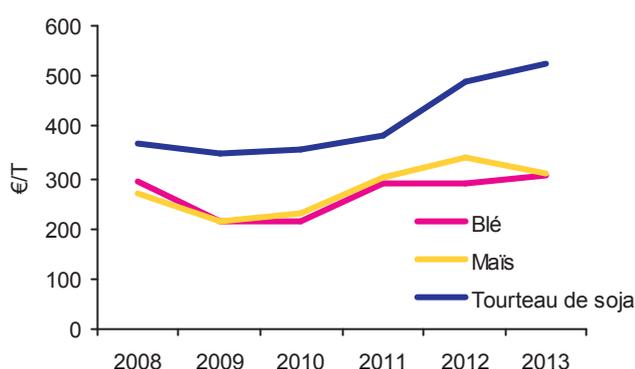
Au niveau de la fabrication locale d'aliment concentré,

ces constats se traduisent par une orientation de la production d'aliment en faveur des animaux monogastriques (+7% en trois ans). En revanche, la fabrication d'aliment pour les animaux ruminants enregistre une baisse de 1 200 tonnes en trois ans.

S'agissant de l'efficacité alimentaire, les marges de progrès se situent essentiellement au niveau des indices de consommation de l'engraissement des porcs et du nombre de porcs produits par truie. Pour ce dernier critère, les performances en Métropole sont deux fois plus importantes que celles relevées en Martinique.

L'aquaculture réduit ses approvisionnements en aliment de près de 30% en 2013 par rapport à 2012. Les achats d'aliments sont passés respectivement de 2011 à 2013 de 880 tonnes à 550 tonnes.

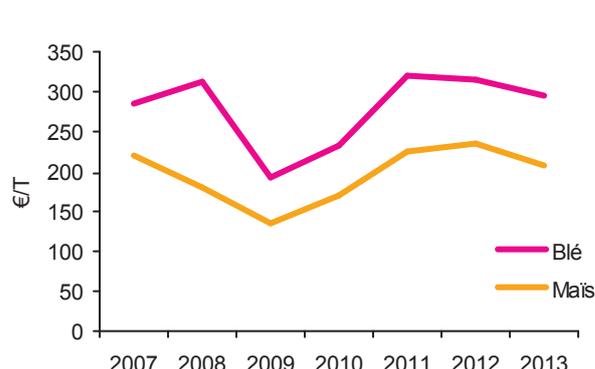
Évolution des prix CIF Martinique des graines de 2008 à 2013



CIF = Cost Insurance and Freight (coût assurance et fret)

Source : FranceAgriMer

Évolution du prix FOB Atlantique des céréales de 2007 à 2013



FOB = Free On Board (sans frais à bord)

Source : FranceAgriMer

#### DEFINITIONS

- (1) Importations totales : viandes et abats frais réfrigérés et congelés
- (2) Taux d'approvisionnement = production locale / (importations + production locale)
- (3) Gros animaux : bovins, porcins, ovins, caprins

Directeur de la publication : Pierre Gauthier

Rédacteurs : Eric Roux - Lucile Vantard

Impression : SSP

Dépôt légal : à parution

ISSN : en cours

**LES PUBLICATIONS ET PRODUITS DE DIFFUSION**

sites : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

<http://daaf972.agriculture.gouv.fr>